

**RENCONTRES DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS  
ORGANISÉES PAR UMOA TITRES**

-----  
**25,26 ET 27 JANVIER 2022**  
-----

**PRESENTATION AUX INVESTISSEURS**

**PROFIL SOCIO - POLITIQUE, SITUATION ET PERSPECTIVES  
MACROECONOMIQUES, STRATEGIE DE FINANCEMENT  
ET THEME SPECIFIQUE SUR « ACCROITRE LA  
CONTRIBUTION DES HYDROCARBURES À LA CROISSANCE  
ÉCONOMIQUE : ENJEUX, DÉFIS ET PERSPECTIVES »**

**MONSIEUR BABACAR CISSE**

**DIRECTEUR DE LA DETTE PUBLIQUE**

**ET MONSIEUR ALIOUNE DIOUF**

**CHEF DE LA DIVISION DES ETUDES ECONOMIQUES ET DES  
STATISTIQUES**

**A LA DIRECTION GENERALE DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE ET DU TRESOR**

# PLAN DU RAPPORT

- **BREF APPERCU SUR LE SENEGAL: PROFIL SOCIO-POLITIQUE, ASPECTS INSTITUTIONNELS, DE GOUVERNANCE ET ECONOMIQUES**
- **SITUATION MACRO-ÉCONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES (2021 -2023)**
- **ORIENTATIONS STRATEGIQUES D'ENDETTEMENT DANS UN CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PAP2A**
- **PLAN DE FINANCEMENT ET CALENDRIER 2022**
- **THEME « ACCROITRE LA CONTRIBUTION DES HYDROCARBURES À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE : DÉFIS ET PERSPECTIVES »**
-

# **I- BREF APPERCU SUR LE SENEGAL PROFIL SOCIO-POLITIQUE, ASPECTS INSTITUTIONNELS, DE GOUVERNANCE ET ECONOMIQUES**



**Superficie:** 196.722 km<sup>2</sup>

**Population/indicateurs sociaux:** 17,2 millions (estim.2021) avec une densité de 88 habitants au km<sup>2</sup>. 41% de la population à moins de 15 ans . Espérance de vie: 67,4 ans. Croît démographique: 2,9% avec un doublement tous les 24 ans. Population urbaine 47,4% (en 2021 contre 23% en 1960)

PIB per capita : 1467 USD (en 2020)

IDH: 168<sup>ème</sup> /189 pays « développement humain faible »

**Le Sénégal est un pays de paix, avec une longue tradition de stabilité et d'ouverture politique.** C'est une démocratie majeure, avec des institutions fortes et des transitions politiques apaisées. **Le Sénégal est un vecteur de stabilité** (relations solides de bon voisinage; diplomatie et coopération actives; participation à de nombreuses opérations de maintien de la paix) .

**Indices/Notation:** Transparency 66<sup>e</sup> mondial et 7<sup>e</sup> Afrique, Mo Ibrahim 12<sup>e</sup> sur 53 pays africains/ Ba3 négatif (Moody's) B+ Stable (S&P) A-/aé (Bloomfield/CT, LT)

**une économie à dominante tertiaire** (50,7% de contribution au PIB; secondaire 22,8% ;)

résilience est renforcée par le PAP2A du **Plan Sénégal Emergent horizon 2035**, dont l'axe 1 vise la transformation structurelle.

**amélioration des classements** Doing Business ( de 141<sup>e</sup> à 123<sup>e</sup>), Soit un gain de 4,9 points pour 18 places gagnées

et une **bonne dynamique de croissance** (avec cinq années successives de croissance supérieure à 6% quoique sous l'effet de la COVID la croissance a régressé en 2020 à 1,3%)

1.

2.



3.

5.

4.

**La gestion des finances publiques**

\*engagements du programme Economique et Financier appuie l'ICPE.

- mobilisation soutenue des recettes internes/ renforcement et modernisation de l'administration fiscale et douanière
- poursuite projets d'investissement du PSE et réduction progressive des charges de fonctionnement.
- élargissement du champ de la dette et recours accru aux financements commerciaux, risque de surendettement passé de faible à modéré.
- **gestion prudente de la dette**, pour préserver les marges disponibles;

**secteur monétaire et financier** caractérisé par une stabilité monétaire, (appartenance à la zone franc XOF avec une politique monétaire centrée sur la lutte contre l'inflation) et un système bancaire et financier bien capitalisé et résilient. effort

Efforts atténuation du déficit commercial à davantage consolider et évolution globalement positive des **comptes extérieurs** avec envois soutenus de fonds et aux flux d'IDE en progression.



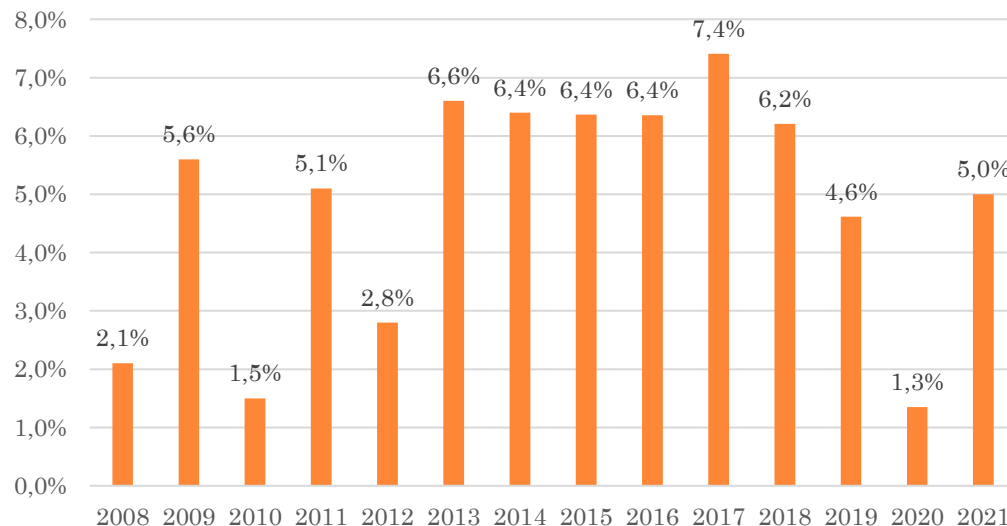
## **II- SITUATION MACRO-ÉCONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES**

## UNE TRAJECTOIRE DE CROISSANCE SOUTENUE ET DURABLE...

### Rehaussement durable de la trajectoire de croissance du pays :

Depuis la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent, en 2014, l'économie sénégalaise s'est inscrite sur un nouveau sentier de croissance au cours des dernières années. L'activité économique se maintient sur une dynamique de croissance de plus de 6% sur les trois dernières années. En 2020, elle a fortement chuté à 1,3%

Taux de croissance



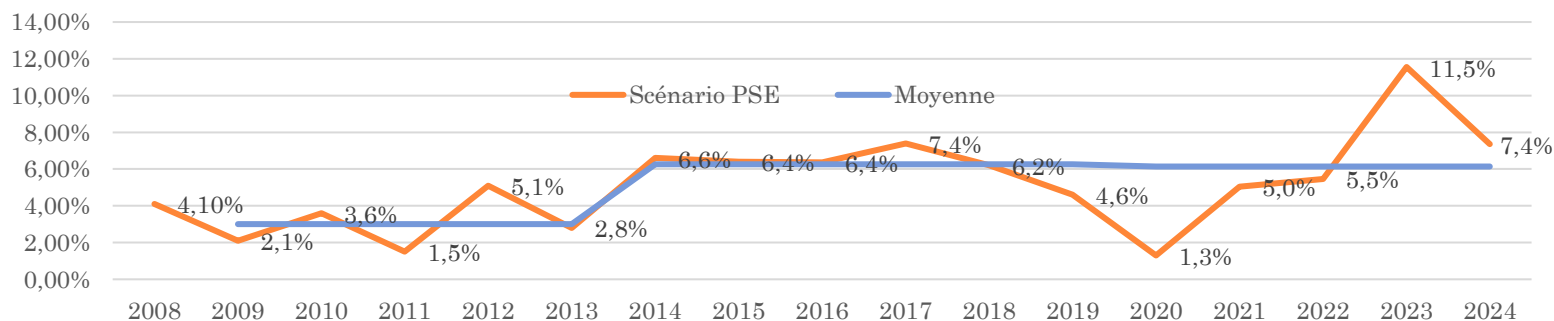
Année	2016	2017	2018	2019	2020 .	2021 prév.	Poids	Contribution à la croissance 2021
Secteur Primaire	5,4%	11,5%	8,1%	4,3%	12,8%	4,1%	0,7%	16,6%
Secteur Secondaire	3,6%	7,1%	6,5%	5,0%	-0,4%	8,8%	2,0%	22,8%
Secteur Tertiaire	7,6%	5,8%	5,4%	4,3%	-0,2%	4,4%	2,2%	50,7%
APU	8,1%	10,9%	6,9%	5,6%	-3,2%	1,5%	0,1%	9,8%

Le Sénégal présente l'avantage d'une croissance diversifiée portée par tous les secteurs quoique dominés par le secteur tertiaire avec 2,2% pour un poids estimé à 50,7%, le secteur secondaire suit avec une croissance de 2,0% et un poids de 22,8% au PIB.

## UNE TRAJECTOIRE DE CROISSANCE SOUTENUE DURABLE...

Contributions moyennes	Période 2008-2013		Période 2014-2021	
	% PIB	% taux croissance	% PIB	% taux croissance
Secteur primaire	14,20%	13,90%	14,7%	77,2%
Secteur secondaire	20,90%	22,50%	23,3%	46,6%
Secteur tertiaire	46,20%	45,60%	51,8%	35,1%
APU	18,70%	18,00%	10,2%	38,2%

	Contribution à la croissance moyenne		
	Période 2009-2013	Période 2015-2021	Variation
	Répartition	Répartition	
Secteur primaire	0,40%	0,80%	0,40
Secteur secondaire	0,60%	1,26%	0,66
Secteur tertiaire	1,40%	2,46%	1,06
APU	0,60%	0,81%	0,21
PIB	3,00%	5,3%	2,33



Le secteur tertiaire a une contribution plus forte sur la croissance, après être fortement impacté par la COVID en 2020, a enregistré une croissance en 2021 (2,2%); L'impact de la contribution à la croissance du secteur tertiaire augmente, le secteur secondaire et le secteur primaire stagnent quasiment tandis que celui de la contribution du secteur APU recule assez significativement; La croissance économique après avoir fortement été impactée, en 2020 (1,3%) reprend sa trajectoire avant COVID – 19.

## SOUTENUE PAR UNE ECONOMIE DYNAMIQUE, PLUS DIVERSIFIEE ET RESILIENTE

### **Faits saillants en 2021...**

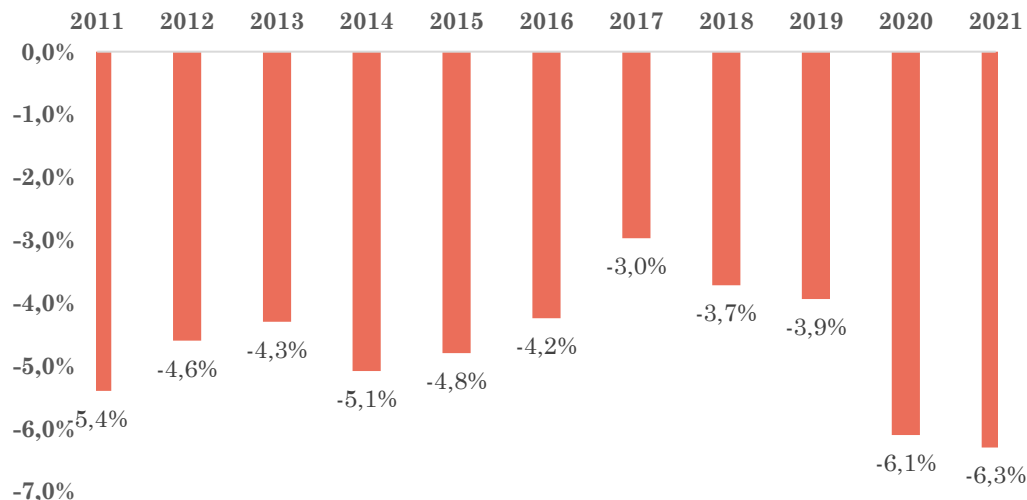
- **Secteur primaire:** le ralentissement de la croissance de l'activité en 2021, comparativement à 2020, s'explique principalement par la contreperformance du sous-secteur de la pêche et le retour à la croissance normale du sous-secteur de l'agriculture qui avait franchi une performance spectaculaire en 2020 (+23,4%). Ainsi, l'activité dans le secteur primaire est attendue en hausse de 4,1% en 2021 contre une progression de 12,8% en 2020.
- **Secteur secondaire:** Le secteur secondaire devrait se revigorer au terme de l'année 2021. La croissance de l'activité de ce secteur est projetée en hausse de 8,8% contre -0,4% (données ANSD) l'année précédente, soutenue par une reprise quasi-totale de l'ensemble des sous-secteurs, à l'exception des activités de fabrication de produits chimiques.
- **Secteur tertiaire:** l'activité du secteur tertiaire progresserait de 4,4% en 2021 contre une contraction de 0,2% en 2020, soit une contribution estimée à 2,2 points de pourcentage à la croissance du PIB. Toutes les branches d'activités du secteur tertiaire contribueraient au renforcement du dynamisme attendu dans ledit secteur, et particulièrement celles qui avaient été fortement impactées par la Covid-19, notamment, (i) le transport, (ii) l'information et la communication, (iii) l'enseignement et (iv) les activités de soutien au bureau.





## DES FINANCES PUBLIQUES SENSIBLES AUX MESURES DE LUTTE CONTRE LA COVID 19

### Solde budgétaire (% du PIB)

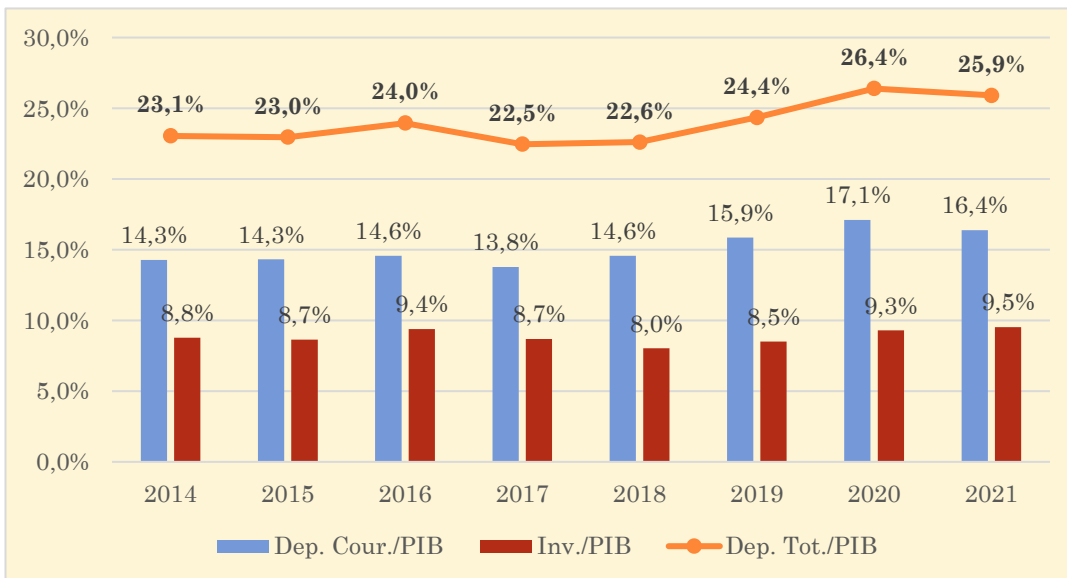
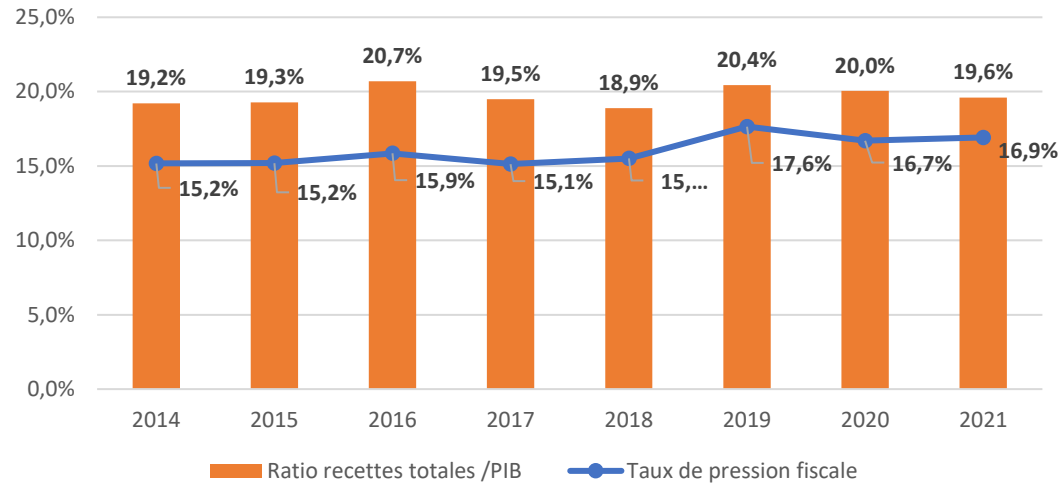


### Poursuite de l'effort de réduction du déficit budgétaire.

Après un pic de dégradation à 5,4% en 2011, et une projection à 3,0%, le déficit est de 6,3% en 2021, soit une dégradation de 0,2% par rapport à 2020 et de 1% par rapport à la cible initiale de 2020. Cette dégradation s'explique par l'effet de la pandémie de la COVID-19.

- La gestion budgétaire à court et moyen terme sur la période 2022-2025 devrait correspondre au retour à la normale, dès 2022 dans le cadre de la lutte contre le coronavirus. Les autorités ont pris des mesures de politiques économiques, sociales et sanitaires dans le cadre du PAP2A. Il est attendu la consolidation du rythme de croissance économique à la faveur des ambitieux programmes de développement économique ainsi que par les défis majeurs en terme de mobilisation des ressources budgétaires internes notamment avec la SRMT. Les orientations budgétaires seront axées essentiellement autour de la maîtrise du déficit budgétaire, conformément au pacte communautaire et aux engagements souscrits au niveau du programme économique et financier ICPE conclu avec le FMI. Au total, il est projeté un retour du déficit à la norme de 3% dès 2023, après un niveau prévu de 4,8% en 2022.

## ...GRACE A LA BONNE TENUE DES RECETTES ET A L'AMELIORATION DE LA QUALITE DES DEPENSES

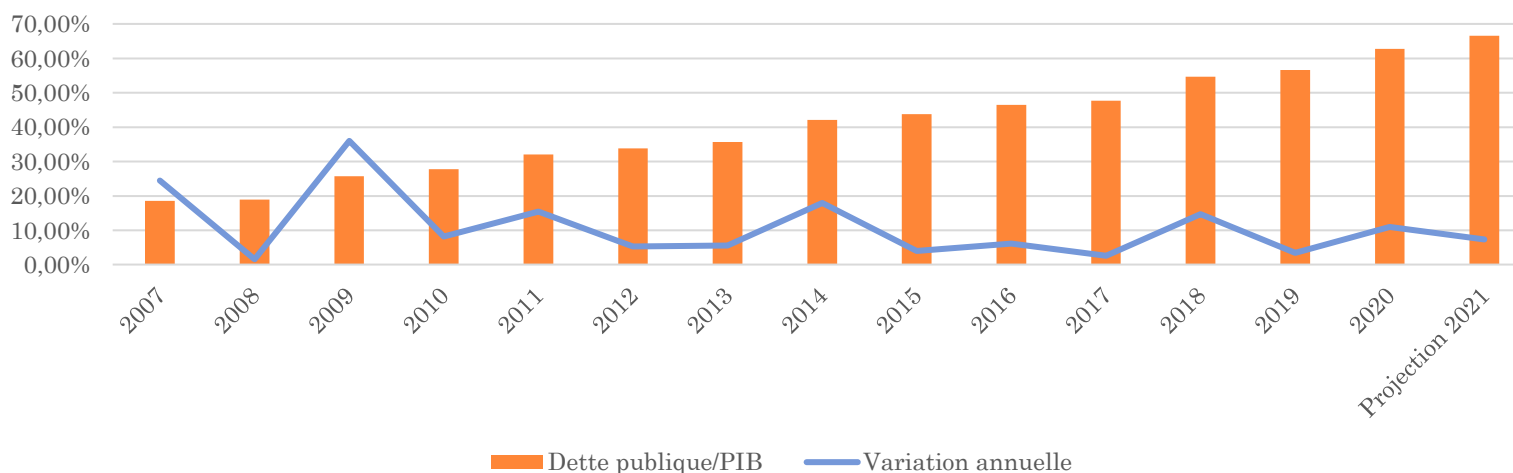


- Maintien d'un effort soutenu en terme de mobilisation des recettes internes
- Légère hausse du taux de pression fiscale en 2021 après une baisse en 2020 en rapport avec les effets de la COVID
- En perspectives, la pression fiscale est attendu à 20,4% à l'horizon 2024 à la faveur de la SRMT. sur la période 2021 – 2025, elle serait de 19,5% (presque égale à la norme communautaire).
- Amélioration de la qualité des dépenses. Baisse des dépenses en pourcentage du PIB en 2021 par rapport à 2020

## ....ET (2) AVEC UN ENDETTEMENT QUI DEMEURE SOUTENABLE

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projection 2021
Dettes publiques/PIB	18,60%	18,90%	25,70%	27,80%	32,10%	33,80%	35,70%	42,10%	43,80%	46,50%	47,70%	54,70%	56,60%	62,80%	66,60%
Variation annuelle	24,50%	1,61%	35,98%	8,17%	15,47%	5,30%	5,62%	17,93%	4,04%	6,16%	2,58%	14,68%	3,47%	10,95%	6,05%

Evolution de l'encours de la dette



- En soutien aux investissements publics massifs entamés depuis 2014, la dette publique continue à progresser
- ....toutefois, à un rythme moyen moins accéléré que sur la période quinquennale précédente 2007-2013
- En perspective, le ratio de l'encours de la dette/PIB pourrait baisser sur la période 2022 -2025, à la faveur notamment de la maîtrise accrue du déficit budgétaire ( l'exploitation des ressources pétrolières et gazières et impact positif de la mise en œuvre de la SRMT) et de l'amélioration de la stratégie d'endettement.

## ... BIEN QUE SES SOURCES SOIENT DE PLUS EN PLUS COMMERCIALES ET EXTERNES

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA DETTE PUBLIQUE					
	2013		2020		Evolution
DETTE PUBLIQUE TOTALE	3441,7		8903,32		5461,62
concessionnels et semi-concessionnels	2128,5	62%	5090,21	57,17%	-4,83%
commerciaux	1313,2	38%	3813,11	42,83%	4,83%
Taux d'endettement public	44,60%		62,80%		18,20%
Dettes extérieures	2367,7	69%	7440,03	83,56%	14,56%
Multilatéraux	1509,3	44%	3063,4	34,41%	-9,59%
Bilatéraux	619,2	18%	1731,9	19,45%	1,45%
Crédit à l'exportation	1	0%	294,9	3,31%	3,31%
Commerciaux	238,2	7%	2350,1	26,40%	19,40%
Dettes intérieures	1074	31%	1463,03	16,43%	-14,57%
Bons du Trésor	348,1	10%	55	0,62%	-9,38%
Obligations du Trésor	575,9	17%	1388,75	15,60%	-1,40%
Autres emprunts	150	4%	19,29	0,22%	-3,78%

Source : DDP/DGCP/MFB: données en milliards de FCFA

- La part de la dette externe est progressée de 14,56 points passant de 69% à fin 2013 à 83,56% à fin 2020.
- La part de la dette contractée à des conditions commerciales passe de 38% à 42,83%

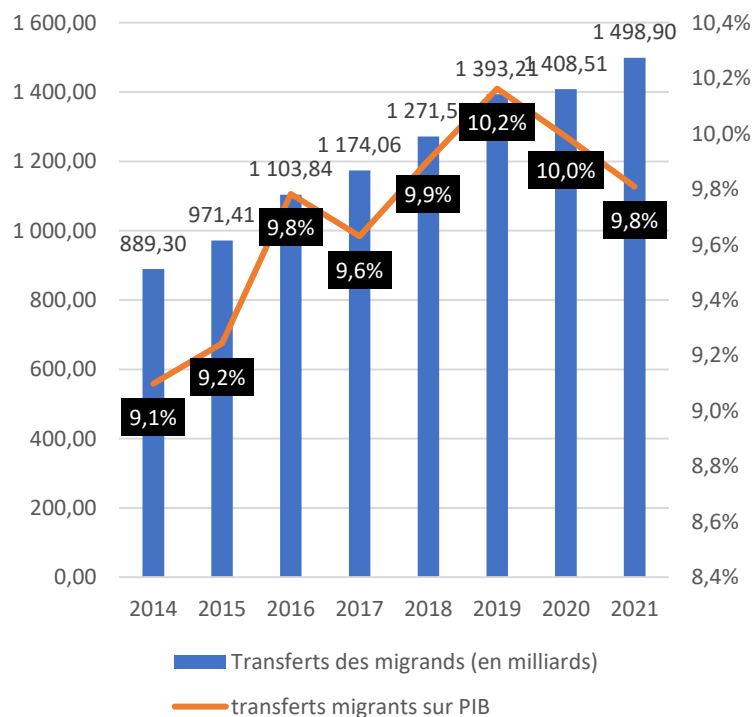
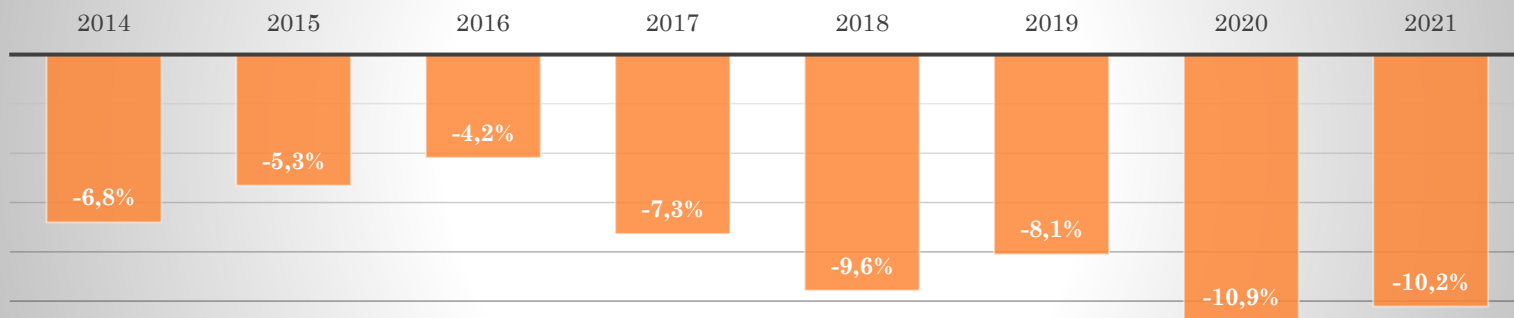
**... CETTE TENDANCE COMBINEE AVEC L'ELARGISSEMENT DU CHAMP DE LA DETTE A FAIT BASCULE LE RISQUE DE DE SURENDETTEMENT DE FAIBLE A MODERE. CE QUI JUSTIFIE LA POLITIQUE D'ENDETTEMENT PRUDENTE AINSI QUE LE RECOURS PLUS ACCRU A LA DETTE LIBELLEE EN FCFA POUR EVITRR DE DEGRADER D'AVABTAGE LE PROFIL DE VIABILITE DE LA DETTE**

Ratios	Seuils	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2028	2030
Ratios de solvabilité										
VA/PIB	55	39,21	45,50	48,60	50,30	46,70	41,47	39,20	28,48	22,40
VA/EXP	240	163,49	219,78	220,24	215,25	203,1	172,8	156,80	113,9	89,61
Ratios de liquidité										
SD/EXP	21	18,54	20,67	16,82	18,17	16,19	19,93	13,18	15,96	12,70
SD/REC	23	18,95	18,18	15,71	17,16	14,09	18,11	11,78	15,68	12,48

<b>VA/PIB</b>	<b>74</b>	<b>49,10</b>	<b>55,60</b>	<b>59,05</b>	<b>60,05</b>	<b>56,56</b>	<b>51,98</b>	<b>50,13</b>	<b>43,92</b>	<b>40,95</b>
---------------	-----------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

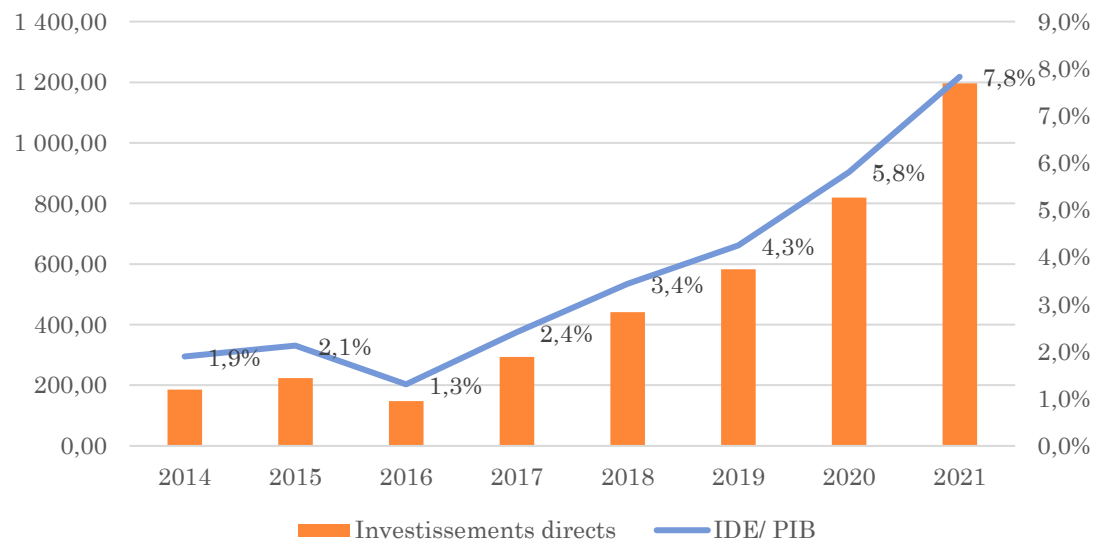
## COMPTES EXTERIEURS: LE COMPTE COURANT ENCORE VULNERABLE

### Solde compte courant/PIB



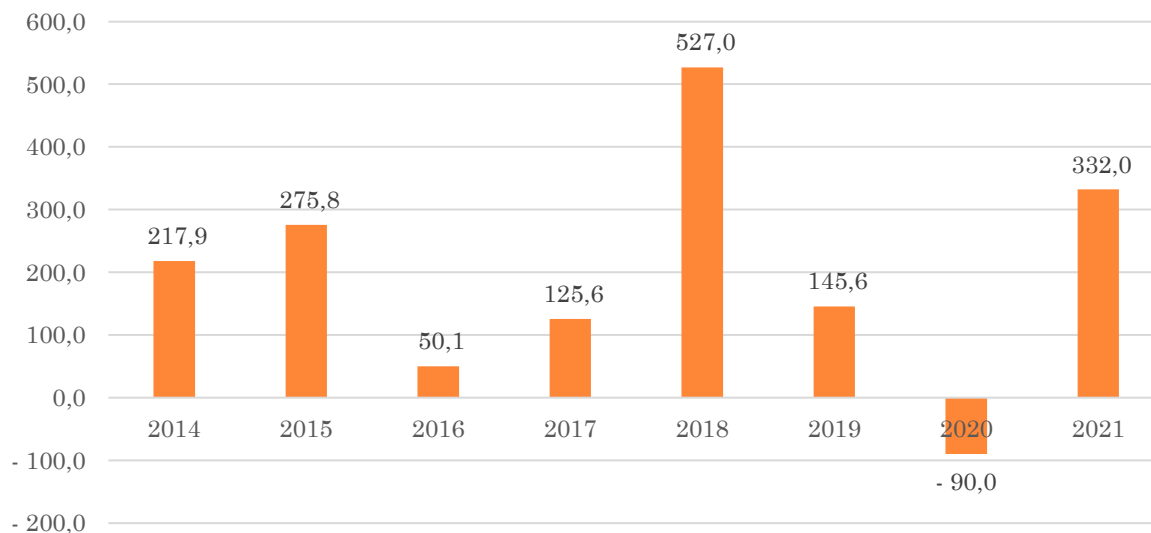
- ★ **Compte courant** : après une période 2013-2016 de réduction continue et sensible, il est noté sur les deux dernières années une dégradation du fait d'une progression des exportations plus faible que celle des importations tirées par les investissements relatifs au PSE. Le déficit du compte des transactions courantes est estimé à 10,2% du PIB en 2020 contre 10,9% du PIB en 2020, soit une amélioration de 0,7 point de pourcentage.
- ★ Soutien appréciable des transferts de fonds des travailleurs émigrés qui permet d'atténuer sensiblement le solde courant
- ★ Le déficit du compte courant est projeté à -9,0% en 2022, après -10,2% en 2021, soit une baisse de 1,2 point de pourcentage.

## COMPTES EXTERIEURS: NEANMOINS LE SOLDE GLOBAL SE CONSOLIDE



Grâce aux flux d'IDE (principalement en provenance de la France, de la Chine, du Maroc, du Nigéria et de l'Afrique du Sud), en faveur d'industries extractives, chimiques, dans le secteur financier, de l'énergie et dans l'agrobusiness ainsi que de plus en plus dans le pétrole et le gaz, qui sont en progression constante et aux mobilisations nettes de capitaux externes, le solde global se consolide

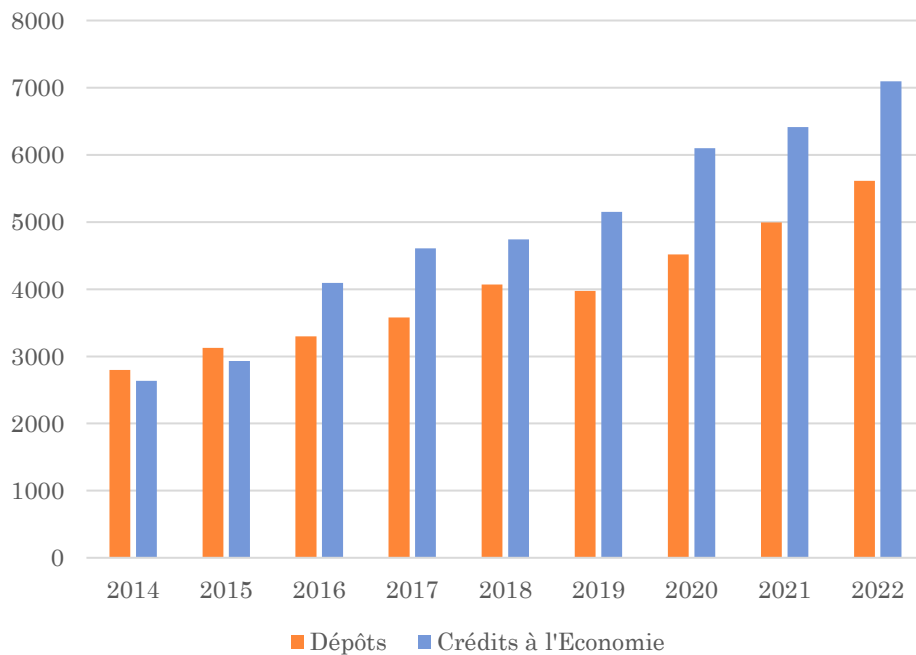
solde global (en milliards Fcfa)





## SITUATION MONETAIRE: MASSE MONETAIRE ET CREDIT EN EXPANSION

	Masse monétaire M2	Variation de la masse monétaire M2	Dépôts	Crédits à l'Economie	Crédits au secteur privé
2014	3485,5	11%	2797,3	2637,6	2564,7
2015	4165,6	20%	3129,1	2932,7	2735,1
2016	4217,4	1%	3297,3	4096,1	3666
2017	4607,7	9%	3578,9	4608,1	4209,1
2018	5259,7	14%	4072,6	4742,8	4275
2019	5692	4%	3973,5	5153,6	4596,7
2020	6394,3	12%	4518,5	6099,5	4667,6
2021	7041,9	10%	4995,9	6415,2	4881,9
2022	7882,3	12%	5616,8	7097,6	5188,8



- ★ La masse monétaire progresse (+10% en 2021; +9% par an depuis 2014 à l'exception de 2016), notamment en liaison avec la progression des avoirs extérieurs nets (résultant du solde global positif de la BDP) et des dépôts.
- ★ Les crédits au secteur privé connaissent une expansion appréciable (+4,6% en 2021 et +9,6% en moyenne depuis 2014).
- ★ L'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, est estimée à 2,5% en 2021 contre 2,3% en 2020. Cette évolution des prix traduit la progression attendue de ceux des cours des produits de base, notamment, les cours du baril sur le marché international induisant de fait un renchérissement des produits alimentaires.

## SITUATION MONETAIRE: SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER SOLIDE ET PERFORMANT

	Ratio d'adéquation des FP	Ratio Prêts improductif/ Total prêts	Côté moyen des fonds empruntés	Marge moyenne d'intérêt	rendement moyen des fonds propres après impôt
2013	17,90%	9,00%	2,20%	7,10%	10,50%
2014	16,40%	8,80%	2,20%	6,20%	3,60%
2015	16,30%	9,20%	2,20%	6,00%	9,00%
2016	13,80%	7,60%	2,30%	6,10%	13,00%
2017	13,20%	7,20%	2,40%	6,20%	19,90%
2018	11,40%	4,60%	2,2	5,40%	7,20%
2019	12,70%	5,8%	nc	nc	nc

\* secteur bancaire composé de 29 institutions de crédit dont une part importante de banques étrangères

- Avec 22.2% des actifs bancaires de la zone UEMOA, le secteur bancaire sénégalais représente l'un des plus importants secteurs de la zone

- Les banques sont bien capitalisées en termes de ratio d'adéquation des fonds propres (CAR) [ratio de solvabilité]
- Les créances improductives sont maîtrisées . Le ratio des prêts improductifs sur le total des prêts se situe en moyenne à 7,4% sur la période 2013 – 2019, et les stress tests de solvabilité ont montré que les banques sont en mesure de supporter des chocs exogènes.

## PERSPECTIVES DE CONVERGENCE 2021 - 2025

- ★ Au titre de la surveillance multilatérale, sur la période 2021-2025, l'accent sera mis sur la poursuite de la modernisation des administrations fiscale et douanière, le renforcement de la politique fiscale avec la Stratégie de Recettes à Moyen terme et la rationalisation des dépenses fiscales mais également de la gouvernance financière. En outre, il est attendu une plus grande rationalisation des dépenses courantes au profit de celles d'investissement dans un contexte de mise en œuvre du PAP2A
- ★ A cet effet, le déficit budgétaire global, prévu à 4,8% du PIB en 2022, devrai, devrait ressortir à -3,6% du PIB en moyenne sur la période 2021-2025.
- ★ Le taux d'inflation serait maitrisé bien en deçà du seuil de 5% fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale.
- ★ S'agissant des financements auprès de la Banque centrale, le Sénégal ne pourra y recourir compte tenu de la réglementation en vigueur dans le cadre de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).
- ★ En ce qui concerne la dette publique, le taux d'endettement total devrait situer en moyenne à 59,06% sur la période 2021-2025, soit en dessous du seuil de 70%.

	2020	2021	2022	2022	2023	2025
<b>CRITERES PRIMAIRES</b>						
Le déficit budgétaire global	-6,1%	-6,3%	-4,8%	-3,0%	-3,0%	-3,0%
Le taux d'inflation (déflateur du PIB)	2,3%	2,5%	2,2%	1,7%	1,1%	1,1%
Financement contracté auprès de la Banque Centrale	0	0	0	0	0	0
Les réserves de change en mois d'importation	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
<b>CRITERES SECONDAIRES</b>						
L'encours de la dette publique en % du PIB	62,8%	66,6%	64%	59%	54%	53%
Le Taux de Change Nominal	stable	stable	stable	stable	stable	stable

### **III. ORIENTATIONS STRATEGIQUES D'ENDETTEMENT DANS UN CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PAP 2A**

## UNE STRATEGIE D'ENDETTEMENT PRUDENTE ET D'ACCOMPAGNEMENT DU SECTEUR PRIVE DANS LE CADRE DU PAP 2A

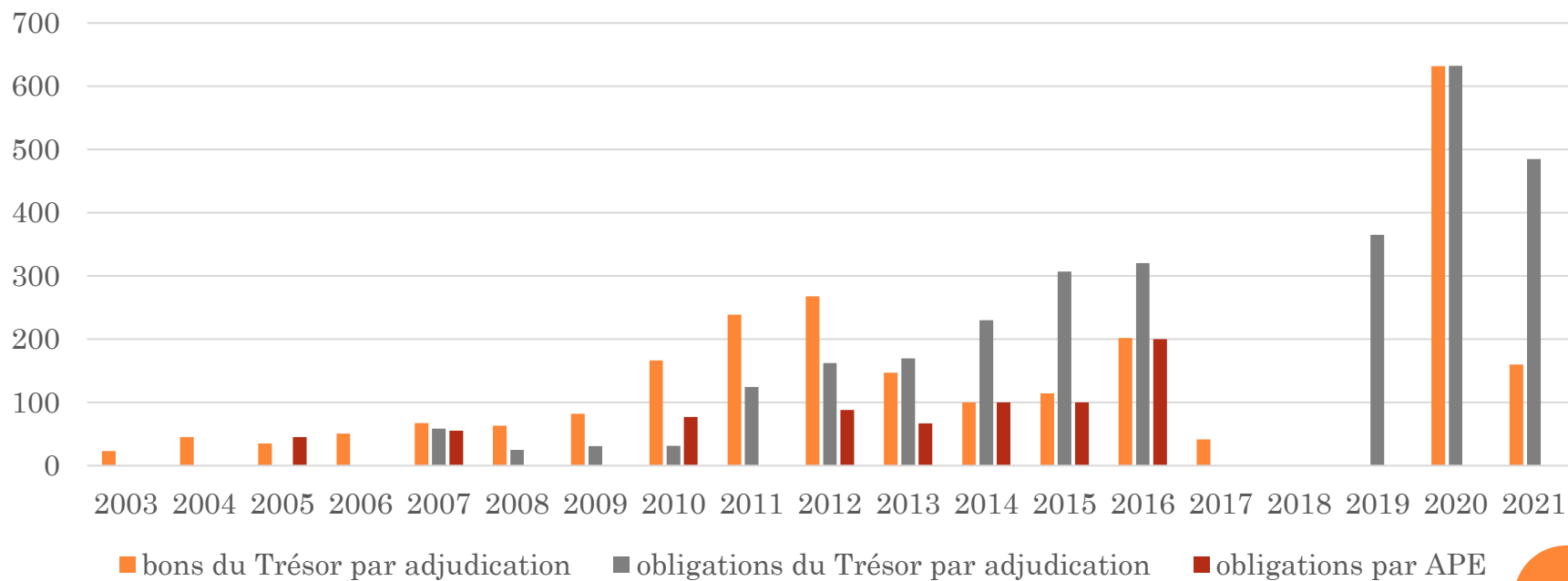
- L'objectif stratégique de l'Etat reste la couverture des besoins de financements de l'Etat avec le meilleur compromis coûts – risques, en explorant tous les financements disponibles (partenaires financiers classiques, marché international ou intérieur, finance islamique, financements bilatéraux avec des banques)
- En matière d'endettement, le Sénégal poursuivra ses efforts pour préserver la viabilité de la dette et renforcer la stabilité macroéconomique dans un contexte de mise en œuvre du PAP 2A et de changement du paradigme avec l'élargissement du champ de la dette au secteur public.
- Pour les prochaines années, l'Etat continuera de mettre en œuvre une stratégie d'endettement prudente privilégiant dans la limite du disponible les ressources concessionnelles, les financements en euros pour éviter le risque de change ainsi que la fixation des taux d'intérêt pour éviter l'impact négatif de la variabilité des taux sur le service de la dette.
- Egalement, le renforcement du recours au marché intérieur sera préconisé pour contribuer à sa consolidation mais surtout de mieux gérer les vulnérabilités liées à la dette extérieure. Les innovations introduites avec les obligations infines pouvant porter sur des montants relativement importants favorisent le recours à ce marché
- Pour donner de la place au secteur privé, un soutien accru sera apporté par l'octroi de garantie à des projets stratégiques présentant une rentabilité économique et financière avérée. A ce niveau, la stratégie consistera à limiter les risques d'appel de la garantie de l'Etat (analyse financières, mécanismes de comptes séquestre etc...).

## UNE STRATÉGIE DE DIVERSIFICATION ET D'APPARIEMENT DES SOURCES DE FINANCEMENT

- Diversification de ses sources de financement avec l'ordre de priorité ci-après: financements concessionnels voire semi-concessionnels d'abord et, en complément, un recours aux ressources commerciales (principalement mobilisées sur les marchés de capitaux).
- A cet effet, l'Etat poursuit le recours aux bailleurs traditionnels (bilatéraux et multilatéraux) ainsi qu'à de nouveaux partenaires (pays émergents) susceptibles d'offrir des ressources concessionnelles pour prendre en charge des investissements dans les domaines de l'éducation et de la santé pour, le renforcement du capital humain et de la protection sociale.
- En outre, les ressources commerciales (les crédits à l'exportation et principalement les eurobonds), constituent des opportunités pour le financement nécessaire des projets à rentabilité économique avérée pour accroître la compétitivité de l'économie.
- Ces fonds importants destinés à favoriser la transformation structurelle de l'économie à travers la consolidation des moteurs actuels de la croissance et le développement de nouveaux secteurs créateurs de richesses, d'emplois, d'inclusion sociale et à forte capacité d'exportation et d'attraction des investissements.
- Le profil varié de ces investisseurs (banques, assureurs, gestionnaires de fonds, fonds de pension...) assure une bonne gestion du risque de concentration de sorte à éviter une saturation d'un investisseur sur les titres émis par l'Etat du Sénégal ou une prééminence trop forte (à travers une division des risques d'autant plus bonne que les titres sont disséminés dans un large éventail) qui pourrait influencer négativement sur les conditions futures de (re)financement

## Bilan émissions titres publics du Sénégal sur les marchés de capitaux domestiques

taux moyen pondéré des bons du Trésor en (%)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Années	3,32	3,4	3,5	4,66	5,28	6,68	6,7	5,6	6,43											
bons du Trésor par adjudication	23	45,3	35,1	50,7	67,2	63,2	82,1	166,2	238,7	267,69	147,15	100	114,17	201,76	41,646	0	0	631,875	160	2435,791
obligations du Trésor par adjudication					58,7	25	31,1	31,4	124,3	162,35	169,39	230	306,94	320,4	0	0	365	632,46	484,88	2941,92
obligations par APE			45		55,1			76,8		88,103	66,94	100	100,2	200	0	0	0			732,143
Total	23	45,3	80,1	50,7	181	88,2	113,2	274,4	363	518,14	383,48	430	521,31	722,16	41,646	0	365	1264,3	644,88	6109,816



## **V. PLAN DE FINANCEMENT ET CALENDRIER POUR L'ANNEE 2022**



## PLAN DE FINANCEMENT POUR 2021

### ○ DETERMINATION DU BESOIN DE FINANCEMENT

- ★ DEFICIT BUDGETAIRE PLFI 2021

784 MDS FCFA

- ★ AMORTISSEMENT DU PRINCIPAL DE LA DETTE

804,32 MDS FCFA

- ★ DIVERSES OPERATION (Crédits hôteliers, Fonds de stabilisation, FONDIS)

25 MDS

OPEX: 30 MDS

- ★ SOIT AU TOTAL

1.643,32 MDS FCFA

### ○ SOURCES DE FINANCEMENT

- ★ SURFINANCEMENT: 121,46 MDS

- ★ EMPRUNTS –PROJETS

580 MDS CFA

- ★ EMPRUNTS – PROGRAMMES

132 MDS CFA

- ★ FINANCEMENT FMI:254 (dont 75 milliards sont à relayer sur le marché intérieur)

- ★ EMPRUNTS SUR LES MARCHES

780 MDS FCFA (dont 35 milliards de Trésorerie)

Mois	Jour	Date	Instrument	Maturité	Montant
Janvier	Vendredi	14	OAT	5A	37,5
	Vendredi		OAT	10A	37,5
Février	Vendredi	11	OAT	12/15A	50
	Vendredi	25	BAT	1A	50
	Vendredi		BAT	3M	35
Mars	Vendredi	11	OAT	10A	55
	Vendredi	25	OAT	7A	55
Avril	Vendredi	8	OAT	10A	55
	Vendredi	22	OAT	5A	55
Mai	Vendredi	20	OAT	3A	50
Juin	Vendredi	17	OAT	7A	50
Juillet	Vendredi	15	OAT	5A	50
Août	Vendredi	19	OAT	3A	50
Septembre	Vendredi	2	OAT	10A	50
Octobre	Vendredi	14	OAT	7A	50
Novembre	Vendredi	4	BAT	1A	50
<b>Total</b>					<b>780</b>

**V. « ACCROITRE LA CONTRIBUTION DES HYDROCARBURES À LA  
CROISSANCE ÉCONOMIQUE : ENJEUX, DÉFIS ET PERSPECTIVES »**

## **ELEMENTS DE CONTEXTE**

### **DECOUVERTES/POTENTIEL**

Après une longue période d'exploitation (qui a démarré en 1952) d'importants gisements de gaz et de pétrole ont été découverts au Sénégal depuis 2014.

Au total, il est dénombré:

- \* 3 découvertes de gaz naturel, pour un potentiel global d'environ 862 milliards de mètres cubes (Grand Tortue/Ahmeyin, Teranga et Yakaar) ;
- \* 4 découvertes de pétrole, pour environ 1 746 millions de barils (SNE/Sangomar avec réserves récupérables 655 millions de barils, FAN, FAN South et SNE North).

Ces réserves classaient, en 2020, le Sénégal 5<sup>e</sup> en Afrique et 27<sup>e</sup> dans le Monde

### **EN PHASE DE DEVELOPPEMENT**

- \* Grand Tortue/Ahmeyin;
- \* SNE.

la production des premiers barils de pétrole et de molécules de gaz est attendue en 2023. Du coup, le Sénégal va passer du statut d'importateur à celui de producteur de pétrole et de gaz.

Au-delà des implications macro-économiques, l'exploitation du pétrole et du gaz présente de grands enjeux en matière de fiscalité.

# ENJEUX DE L'EXPLOITATION PETROLIERE ET GAZIERE

## ENJEUX ÉCONOMIQUES

Selon les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), les secteurs pétroliers et gaziers devraient rapporter au Sénégal 6 à 7 % de point PIB sur 20 ans.

En outre, la chaîne de valeur, allant des activités d'exploration à la commercialisation des produits en hydrocarbures, en passant par la production et le raffinage, aura inévitablement un impact positif sur l'économie nationale .

Pour cela, il sera crucial d'exploiter les externalités positives en termes de sous-traitance, de création d'emplois, directs et indirects, etc.

A ce sujet, des initiatives importantes sont à signaler dans le cadre de l'optimisation de la chaîne logistique du gaz avec récemment la mise en place du terminal gazier du Port Autonome de Dakar (PAD)

# ENJEUX DE L'EXPLOITATION PETROLIERE ET GAZIERE

## **ENJEUX ECONOMIQUES**

A la faveur des opportunités offertes par la loi sur le Contenu local, l'activité pétro-gazière peut également contribuer au développement du tissu industriel local avec la promotion des Petites et Moyennes Entreprises et Petites et Moyennes Industries ( PME/PMI). Ces dernières pourraient pleinement trouver leur compte dans les activités connexes comme le raffinage ou la pétrochimie. Le Sénégal aura l'opportunité de renforcer la présence du secteur privé et industriel local dans les activités pétro-gazières.

L'autre enjeu est donc de permettre une allocation optimale des retombées positives afin de financer le développement national et ainsi éviter le « syndrome hollandais ». Ainsi, l'effort national de développement devra s'appuyer aussi bien sur les revenus du pétrole et du gaz que sur les autres secteurs comme l'agriculture, la pêche ou encore le tourisme.

## **ENJEUX DIPLOMATIQUES**

La découverte de gisement de gaz entre les eaux sénégalaises et mauritaniennes ajoute une dimension diplomatique à l'étude.

En effet, ces deux pays sont désormais liés et l'intensité des négociations et des revenus impacteront leurs relations futures.

Les accords de coopération pour le développement et l'exploitation du champ gazier GTA signé en février 2018, pourraient contribuer à améliorer les relations entre ces deux pays frontaliers

## **DEFIS ÉNERGETIQUES**

Avec 85 % de son électricité produite par des centrales thermiques utilisant des combustibles du fuel lourd, du diesel et du charbon, le Sénégal rejette encore beaucoup de CO2 pour s'éclairer ou faire fonctionner les machines de son industrie et ce, malgré l'introduction depuis 2016, de centrales produisant de l'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables.

La découverte de grandes quantité de gaz dans les gisements GTA, Yaakaar et Teranga, permettra au Sénégal de vendre du gaz naturel liquéfié (GNL) à l'étranger mais surtout de produire son électricité à partir de centrales à gaz neuves ou reconverties. Cette production électrique au gaz couplée au développement des énergies renouvelables permettra au Sénégal de diminuer le coût de production et de cession du kilowattheure d'électricité au consommateur final

## **DEFIS ENVIRONNEMENTAUX**

La protection du milieu marin et des écosystèmes fragiles du Saloum où le pétrole de Sangomar sera exploité est également un des nombreux défis écologiques à relever pour le Sénégal. A ce propos, une évaluation environnementale stratégique (EES) des côtes et de l'offshore permettant de mieux connaître la biodiversité marine, les courants côtiers, la topographie marine etc., s'avère nécessaire.

# DEFIS DE L'EXPLOITATION PETROLIERE ET GAZIERE

## **DEFIS SECURITAIRES**

un autre défi de taille sera d'éviter que la perception d'une abondance des ressources naturelles (ici en hydrocarbures) ne génère de risques de guerres civiles ou d'actes terroristes, d'actes de sabotages des installations et parfois de kidnapping du personnel étranger (question de la piraterie maritime).

## **DÉFI D'UNE GOUVERNANCE TRANSPARENTE**

Le Sénégal, pays de tradition démocratique, a été secoué par de vifs débats autour de la transparence dans la gouvernance du secteur pétrolier (affaire dite « Petrotim »)

L'adoption d'appels d'offres pour l'attribution des blocs et l'adhésion du Sénégal à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) constituent des avancées notables. Cependant des mesures garantissant la transparence à tous les niveaux, bannissant les conflits d'intérêts et garantissant le fonctionnement indépendant de la Justice qui devra trancher les litiges de tous ordres, sont plus que jamais nécessaires afin d'assainir le climat politique et médiatique autour de ces ressources naturelles nationales

Le défis de la gouvernance et de la transparence sont à aborder en articulation avec une amélioration continue de l'environnement institutionnel et réglementaire



# DEFIS DE L'EXPLOITATION PETROLIERE ET GAZIERE

## DÉFI D'UNE GOUVERNANCE TRANSPARENTE

Des structures comme PETROSEN, le Comité d'Orientation Stratégique du Pétrole et du Gaz (COSPETRO-GAZ) ou encore le Fonds d'Appui au Contenu Local existent déjà pour une meilleure coordination. Les départements ministériels en charge du pétrole, de l'environnement et des pêches ont également mis en place un Groupe de travail interministériel (GTI) pour mieux prendre en compte les préoccupations environnementales et sociales des projets. Ce groupe est composé d'experts avec des compétences diversifiées.

A ce dispositif, vient s'ajouter l'adoption en 2019 d'un nouveau code pétrolier, qui spécifie dans ses dispositions une plus grande prise en charge des préoccupations environnementales ainsi que la mise en avant des intérêts des nationaux.

Le défi de la bonne gouvernance oriente aussi sur la répartition des recettes tirées du pétrole et du gaz.

A ce titre, un projet de loi sur la répartition des revenus issues de l'exploitation pétrolière et gazière

### DÉFI D'UNE GOUVERNANCE TRANSPARENTE

les orientations du projets de loi relatif à la répartition des ressources issues de l'exploitation des produits pétroliers et gaziers, présagent d'une utilisation prudente des revenus et de la volonté de l'Etat de poursuivre et de renforcer la diversification de l'économie.

La répartition des revenus est envisagée comme suit:

Budget général de l'Etat (90%),

le fonds intergénérationnel (10%); et

le fonds de stabilisation à travers les surplus de recettes constaté à la fin de chaque trimestre.

La part de l'Etat sur le profit pétrolier est souvent versée sous forme de redevance.

Outre la redevance, l'Etat devrait recouvrer l'impôt sur le bénéfice (30%) découlant du résultat bénéficiaire de l'exploitant.

En dehors de l'impôt sur les sociétés, l'Etat encaisse des retenues à la source sur les redevances versées aux prestataires étrangers pour leur implication dans la chaîne d'exploitation pétrolière et gazière. Les retenues sur les dividendes versés par les multinationales pétrolières auront des enjeux de recettes importants en matière fiscale.

## DÉFI DES RESSOURCES HUMAINES

Pour maximiser les ressources tirées de l'exploitation du pétrole et du gaz, aussi bien pour l'Etat que pour le secteur privé à travers le contenu local, le Sénégal devra se renforcer de manière significative sur le plan des ressources humaines. En effet, bien que la sous-traitance soit courante dans cette industrie mondialisée, PETROSEN, le Ministère du Pétrole et des Energies, les différents comités opérationnels et les entreprises privées sénégalaises qui intégreront la chaîne de valeur pétrolière devront développer l'expertise nationale ou rapatrier celle qui existe déjà à l'étranger, au vu de l'imminence de la production et de la poursuite des efforts d'exploration qui pourraient aboutir sur de nouvelles découvertes commerciales et donc de nouveaux projets. Cette expertise sénégalaise à l'étranger doit être recensée, suivie et démarchée de manière active aussi bien par l'Etat que par les entreprises privées qui contribueront à développer le contenu local.

L'offre publique (INPG) et privée de formation pourraient contribuer à relever le défi des ressources humaines à travers la mutualisation des moyens pédagogiques et matériels, le partenariat avec des universités et instituts réputés dans l'industrie pétrolière, des appels aux dons faits aux grandes entreprises sénégalaises bénéficiant du contenu local et en formant dans des spécialisations complémentaires de celles proposées par l'INPG.

- Dans une étude portant sur « l'impact des revenus provenant de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières sur l'économie sénégalaise », réalisée en décembre 2021, des cadres de la DPEE (Babacar DIAGNE, Arona BA, Diabel DIOP) établissent que le financement des dépenses d'investissement grâce aux recettes provenant de l'exploitation aurait une incidence positive sur l'activité avec le PIB, la consommation et les investissements privés qui augmenteraient en moyenne respectivement de 2,56%, 1,8% et 3,08% sur toute la période d'exploitation.
- Les échanges extérieurs s'amélioreraient avec notamment une hausse moyenne plus importante des exportations de 5,46% contre 2,42% pour les importations, se traduisant par une évolution favorable du compte courant de 0,97%.
- En moyenne, sur les premières années d'exploitation (2023-2026), le taux de croissance moyen du PIB serait de 7,9%, soit une croissance assez confortable pour stimuler une restructuration de l'économie vers une dynamique d'émergence plus poussée. La croissance sera temporairement portée à environ 10 % en 2023 et 2024.

## PERSPECTIVES DE L'EXPLOITATION PETROLIERE ET GAZIERE

Le Sénégal, par exemple, pourrait encaisser jusqu'à 700 Milliards de FCFA par an, pendant 30 ans pour les seuls gisements GTA et Sangomar..

Ces ressources vont permettre également au Sénégal de disposer d'autres mécanismes de mobilisation de financements à travers des rentrées de devises étrangères.

Cette manne permettra de rééquilibrer le budget national et d'envisager une transformation structurelle de l'économie à travers notamment une diversification des exportations et une accélération de la croissance.

le mix énergétique avec de l'électricité moins chère va permettre aux agents économiques de réaliser des productions à moindre coût et par conséquent d'avoir de plus grands profits ou bénéfices.

Ainsi, toute chose étant égale par ailleurs, l'assiette fiscale des entreprises de production devrait s'élargir. Ce qui nécessairement provoquera l'accroissement des recettes fiscales et l'augmentation du taux de croissance. Avec l'effectivité de la production d'hydrocarbures, le taux de croissance est d'ailleurs projeté à 13,6 en 2023.

## **PERSPECTIVES DE L'EXPLOITATION PETROLIERE ET GAZIERE**

Avec l'effectivité de la production d'hydrocarbures, le taux de croissance est d'ailleurs projeté à 13,6 % en 2023.

Selon les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), les secteurs pétroliers et gaziers devraient rapporter au Sénégal 6 à 7 % de point PIB sur 20 ans. Ce renforcement de la croissance devra par ailleurs soutenu par l'augmentation attendue des IDE en relation avec le renforcement de l'attractivité de l'environnement des affaires

Les dispositions combinées du Code général des Impôts et du nouveau Code pétrolier sénégalais soutenant une fiscalité incitative, exonératoire pendant la phase d'exploration et de développement devront y contribuer.

En outre, la chaîne de valeur, allant des activités d'exploration à la commercialisation des produits en hydrocarbures, en passant par la production et le raffinage, aura inévitablement un impact positif sur l'économie nationale .

